

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 MAI 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/202

**RESILIATION POUR FAUTE
MARCHE N°49RL22-22348 -
TRAVAUX DE
REHABILITATION D'UN
IMMEUBLE DESTINE A
L'INSTALLATION D'UN DATA
CENTER - LOT N°13 -
REVETEMENTS SOLS DURS
ET FAIENCES - TITULAIRE
SOCIETE AXE BTP**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/202

BUREAU DU 15 MAI 2023

**O B J E T : RESILIATION POUR FAUTE MARCHE N°49RL22-22348 -
TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN IMMEUBLE
DESTINE A L'INSTALLATION D'UN DATA CENTER -
LOT N°13 - REVETEMENTS SOLS DURS ET FAIENCES
- TITULAIRE SOCIETE AXE BTP**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché public n°49RL22-22348 – Travaux de réhabilitation d'un immeuble destiné à l'installation d'un DATA CENTER – Lot n°13 – Revêtements sols durs et faïences notifié le 3 mai 2022 à la société AXE BTP,

VU le Cahier de Clauses Administratives Générales en matière de travaux en sa version 2019, et plus particulièrement, son l'article 50.3. c), résiliation pour faute du titulaire lorsqu'il ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels »,

VU l'absence de tout commencement d'exécution des travaux par le titulaire du marché,

CONSIDERANT que la société AXE BTP s'est vu, par ordre de service (OS), notifier le début d'exécution des travaux du marché dont elle est titulaire, le 12 mai 2022,

CONSIDERANT que par courrier en date du 2 septembre, réceptionné le 8 septembre 2022 par la Métropole, la société AXE BTP a « dûment régularisé » l'OS sans y apporter aucune observation ni remarque,

CONSIDERANT qu'après de nombreuses relances et sollicitations, et afin d'établir un nouveau calendrier, la société AXE BTP a assisté à la réunion de chantier n°20 du 26 octobre 2022. Malgré les possibilités qui lui étaient offertes d'apporter des réserves, observations, dans le cadre de la réglementation en vigueur ou au sein du PV de réunion de chantier, ce document n'a pas fait l'objet sous 8 jours après notification d'observations de sa part,

CONSIDERANT que le planning prévisionnel des travaux qui a été notifié à la société AXE BTP, prévoyait un démarrage des travaux le lundi 21 novembre 2022,

CONSIDERANT qu'aucun début d'exécution des travaux n'a eu lieu à compter de la date arrêtée, malgré une mise en demeure de bien vouloir exécuter les missions qui incombaient à la société AXE BTP par courrier en date du 25 novembre 2022,

CONSIDERANT la constatation dressée par procès-verbal du 16 décembre 2022 et faite par Maître DENJEAN, huissier de justice, en la présence de la société AXE BTP et de la Métropole, de tout commencement d'exécution des travaux,

CONSIDERANT l'absence de toute volonté de la part de la société AXE BTP de bien vouloir exécuter les prestations prévues au contrat,

CONSIDERANT tous ces éléments d'inexécution des obligations contractuelles qui constituent un manquement grave et caractérisent une faute du titulaire du marché public,

CONSIDERANT que par courrier notifié le 3 mars 2023, le Titulaire a été informé qu'il était envisagé de procéder à la résiliation de ce marché pour faute contractuelle, et invité à faire part de ses observations dans un délai de 15 jours,

CONSIDERANT l'absence de toute réponse du titulaire à ce courrier,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE PRONONCER la résiliation pour faute du titulaire du marché public n°49RL22-22348.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la décision de résiliation susvisée.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



